

BOUIRA

Plus de 1 000 élèves en grève depuis un mois à Aïn Bessem

Depuis le 6 janvier dernier, date de la reprise des cours après les vacances d'hiver, plus de 1 000 élèves issus de plusieurs villages, situés sur l'axe Aïn-Bessem-Sidi Yahia, 25 km au sud-ouest de Bouira, sont en grève pour protester contre leur envoi systématique vers le nouveau CEM qui venait d'ouvrir ses portes à Sidi Yahia. Les parents d'élèves refusent à ce que leur progéniture poursuive ses études au niveau de ce CEM, situé dans un village éloigné et dénué, selon eux, de mesures de sécurité surtout pour les filles.

Pour rappel, en ce 6 janvier 2007, les centaines d'élèves qui poursuivaient jusque-là leurs études au niveau de deux CEM de la ville de Aïn-Bessem ont été surpris lorsque les directeurs de ces deux établissements les renvoient en leur disant que leurs dossiers sont transmis vers le nouveau CEM de Sidi Yahia et que, désormais, c'est là-bas qu'ils devront poursuivre leur année scolaire.

Immédiatement après ces mesures qualifiées par les parents d'élèves d'illégales et d'anti-pédagogiques, des actions de protestation ont été entamées pour signifier leur refus de rejoindre le nouveau CEM.

Dans leur protestation et afin de donner plus de poids à leur action, les parents d'élèves ont décidé de faire boycotter les cours même à leurs enfants du primaire.

Du coup, la direction de l'éducation s'est retrouvée avec plus d'un millier d'élèves des deux paliers qui refusent de poursuivre

les cours à cause de la mauvaise implantation de ce CEM. Et à propos de ce CEM, rappelons que son implantation a été décidée, selon le P/APC de Aïn Bessem que nous avons contacté au début du mois, contrairement aux recommandations de la commission du choix du site et dans laquelle il faisait partie. Selon lui, le CEM devait être construit au niveau du village de Ouled Brahim, un village situé à mi-chemin entre plusieurs villages et qui arrangeait tout le monde. Lors du choix du site, il s'est trouvé même un citoyen qui avait promis de donner gratuitement la parcelle de terrain qui devait abriter l'établissement.

"Malheureusement, et malgré ces recommandations, d'autres considérations autres que l'intérêt des citoyens avaient présidé au

choix du village de Sidi Yahia", nous disent les villageois qui avaient entrepris des sit-in devant la DE et la wilaya en 2004, c'est-à-dire lorsque les travaux de construction avaient commencé. Mais malgré ces protestations, les responsables chargés du secteur avaient laissé se poursuivre les travaux.

Aujourd'hui, alors que l'établissement est achevé, les villageois qui avaient protesté à temps refusent de rejoindre ce nouveau CEM. Et depuis le 6 janvier dernier, des dizaines pour ne pas dire des centaines de parents d'élèves multiplient les sit-in et autres actions de protestation pour faire comprendre aux responsables de la DE et au wali que le choix de la construction de ce CEM au niveau de Sidi Yahia a été décidé contre leur volonté.

Par conséquent, tout ce qu'ils demandent, c'est de voir leurs enfants réintégrer les deux CEM de Aïn Bessem où il avaient suivi les cours pendant le premier trimestre. Et ce, en attendant que l'administration daigne trouver une solution ou dégager une nouvelle enveloppe financière pour construire un nouveau CEM dans un site qui arrangerait tous les villages protestataires. Rappelons que ce mercredi, lors de leur 8^{ème} sit-in devant le nouveau siège de la DE, puis devant le cabinet du wali, les mêmes réponses qui leur ont été données au début leur sont réitérées. A savoir qu'ils doivent impérativement envoyer leurs enfants vers le nouveau CEM de Sidi Yahia s'ils ne veulent pas causer pour leurs enfants une année blanche.

Y. Y.

AFFAIRE DES 500 MILLIONS DE CENTIMES DE LA POSTE PRINCIPALE DE BOUIRA

Le directeur d'Algérie Poste démissionne

Dans le sillage du scandale qui vient d'éclabousser Algérie Poste au niveau de la recette principale de Bouira où 500 millions de centimes sont parties en fumée sans que les enquêteurs de la brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya chargée de l'affaire retrouvent leurs traces, et après la mise sous mandat de dépôt du receveur et du caissier de la recette de la poste de Sour-El-Ghozlane, le directeur d'Algérie Poste a fini par jeter l'éponge en présentant sa démission au courant de cette semaine, apprend-on de sources syndicales.

D'après ces sources, le scandale de la recette principale qui n'est, malheureusement, pas le premier à fini par bouleverser tous les travailleurs qui ont peur de l'avenir. D'ailleurs, juste après la mise sous mandat

de dépôt de ces cadres, des sources crédibles nous affirment que les caissiers des différentes postes de la wilaya avaient menacé de remettre une démission collective. Aussi, et pour rassurer ces cadres, les syndicalistes ont-ils intervenu en saisissant la DG d'Algérie Poste, lui faisant ainsi part de certaines réalités et en l'invitant à dépêcher une enquête sur le terrain. En somme, les syndicalistes d'Algérie Poste qui sont contre "le procès des caporaux" pensent que "ce sont les carences et les négligences des services de contrôle, ainsi que le non-respect de la réglementation en vigueur qui ont conduit à toutes les affaires qui éclaboussent depuis un certain temps Algérie Poste de Bouira, en tant qu'entreprise et en tant que postiers".

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Les transporteurs de Bouhinoune coupent la route

Les transporteurs de Bouhinoune, en grève depuis mardi 30 janvier, protestant contre l'interdiction qui leur est faite de stationner au centre-ville, ont coupé la route au niveau de l'intersection stratégique des routes débouchant du centre et de la nouvelle-ville pour rejoindre la rocade sud, Béni Zemenzer et Maâtkas créant ainsi une gêne considérable aux usagers de la route, l'autoroute et les localités sus-indiquées. Ainsi, des dizaines de personnes surveillaient encore mercredi 31 janvier les principaux axes de ce grand carrefour de la périphérie sud du chef-lieu de wilaya au moment où une délégation s'est rendue à la wilaya pour plaider la cause des transporteurs.

Une longue colonne de fumée noire émanant de pneus en flammes s'élevait encore dans le ciel, des buses de gros diamètre barraient la route, des groupes de personnes quelque peu

agités stoppaient les automobilistes à distance respectable pendant qu'un autre groupe parlementait avec des éléments de la BMP qui tentaient de faire entendre raison aux protestataires afin de libérer la circulation. Ils réussissent avec beaucoup de tact et de conviction à faire lever les barrières et à rétablir la cir-

culatation vers 14 h alors que la délégation dépêchée à la wilaya n'avait pas encore donné de ses nouvelles.

Les protestataires refusent l'aire de stationnement qui leur a été affectée au niveau de la gare routière prétextant l'éloignement et l'insécurité pour les voyageurs de sexe féminin, ils invoquent le harcèlement

dont ils seraient l'objet de la part de la police à chaque fois qu'ils marquent sur leur itinéraire un arrêt en ville, revendiquant par conséquent une aire de stationnement près de la recette principale des P et T et la possibilité de marquer des arrêts à la demande des voyageurs.

B. T.

BOGHNI

Deux gérants d'établissements de boissons alcoolisées sous mandat de dépôt

Les services de sécurité de la ville de Boghni, dans leurs interventions routinières qui visent à réprimer le commerce illicite, notamment celui de l'alcool, ont procédé lundi dernier à l'arrestation de deux gérants d'établissements de boissons alcoolisées.

En effet, selon une source digne de foi, un gérant d'hôtel, bar et restaurant a été présenté, lundi dernier, devant le procureur de la République, près le tribunal de Draâ-El-Mizan, pour motif de proxénétisme. Le mis en cause a été

placé sous mandat de dépôt, ajoutait-on. En effet, le contrôle inopiné effectué dans cet hôtel, selon la même source, a permis aux agents de sécurité de mettre la main sur 10 jeunes filles, dites de mœurs légères, travaillant dans ledit établissement.

Ainsi, pour leur comportement immoral et incitation à la débauche, les prévenues ont été placées, elles aussi, sous mandat de dépôt, en attendant leur procès. Plus précisément, ces jeunes filles venues plus particulière-

ment de l'est et de l'ouest du pays s'adonnaient, avec la bénédiction du propriétaire de l'établissement, au commerce de la chair, a précisé la même source. Toujours dans le même sillage, les agents de sécurité ont procédé à la fermeture d'un dépôt de boissons alcoolisées. Cette fois-ci pour défaut de registre du commerce et autorisation d'exploitation.

Le fraudeur, présenté, à son tour, devant le procureur, a été mis aux arrêts en attendant son jugement définitif.

A. K.

SALON INTERNATIONAL DE L'AUTOMOBILE

Large engouement du public

Organisé sous le patronage du ministre de l'Industrie par R. H. International, le deuxième Salon international de l'automobile a ouvert mercredi dernier ses portes à la grande surface du Lac de Béjaïa en présence des autorités locales et des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie de Béjaïa.

La seconde édition de l'automobile enregistre une trentaine d'opérateurs exposants contre une douzaine seulement de participants lors de sa première année.

De nouveaux concessionnaires à l'image de Renault Falcon Motors, Hyundai, Iveco, Fiat, Soummam Eco Car Benseray carrosserie ou encore Hydro KJ et la Sarl ACTS sont présents à cette manifestation économique qui a enregistré un grand engouement des visiteurs à l'ouverture. Plusieurs engins notamment gros porteurs, tracteurs, semi-remorques, céréaliers de production nationale en partenariat avec la marque Randon sont exposés par la Sarl ACTS. 700 visiteurs dans la matinée du premier jour du Salon de l'automobile contre seulement 250 lors de son ouverture la première année atteste de l'importance du salon. A R.H. international, selon son directeur général, M. R. Hassas, quelque 60 000 visiteurs sont attendus à l'occasion de cette manifestation économique qui s'étalera jusqu'au 9 février.

Par ailleurs, parmi les exposants, l'on signale Mamouni qui dévoilera la dernière génération de Nissan ou encore Bouchetta Auto qui représentera au salon la marque KIA avec un véhicule non encore commercialisé.

"Les autorités doivent dégager d'autres espaces pour encourager ce genre de manifestations économiques à Béjaïa en s'élargissant à d'autres foires économiques qui seront d'un impact économique plus important pour la région", estime M. Hessas, directeur de R.H. International, organisateur du deuxième Salon international de l'automobile à Béjaïa.

A. K.

ACCUSE D'AGRESSION MORALE ET DE HARCELEMENT SEXUEL PAR 5 ENSEIGNANTES

L'ancien directeur du CEM Rahil de Boumerdès écope de 18 mois de prison

Accusé par 5 enseignantes de l'établissement scolaire qu'il dirigeait dans la ville de Boumerdès, l'ancien directeur du CEM Rahil a été condamné par le tribunal correctionnel de la même ville à 18 mois de prison ferme et 5 000 DA d'amende. L'affaire a été, rappelons-le, jugée la semaine dernière. A l'issue d'une délibération qui a duré 8 jours, le verdict est donc tombé ce mardi. Selon la loi, le prévenu a devant lui un délai pour introduire un appel afin d'être éventuellement rejugué par le tribunal auprès de la cour de Boumerdès. Dans cette pénible affaire qui a jeté l'émoi au sein de toute la famille éducative, le tribunal

de Boumerdès a jugé en toute souveraineté les faits avant de décider, en première instance, d'un verdict.

Ce n'est, malheureusement, pas le cas du ministère de l'Education ou de la direction de l'éducation de Boumerdès qui sont allés à l'encontre du droit. Ils ont ainsi pris fait et cause avec l'agresseur et sanctionné les victimes. En effet, au lendemain de cette affaire, une émeute juvénile qui, n'était le calme des policiers dépêchés sur les lieux le 26 avril 2006, aurait pu connaître une fin tragique, le directeur objet de cette grave accusation et d'une plainte a été muté dans la wilaya d'Alger.

Pour les victimes, qui avaient subi de terribles pressions de la part du département de Benbouzid et les enseignants de la wilaya, cette mutation a été considérée comme une promotion et une provocation. Trois de ces victimes ont été mutées par mesure disciplinaire dans d'autres villes de la wilaya de Boumerdès.

L'une d'elles est tombée gravement malade. Elle subira l'ablation d'un rein. Une autre a reçu dernièrement un avertissement écrit pour s'être simplement rendue dans l'ancien établissement (CEM Rahil) qui l'employait afin de demander des documents administratifs.

Abachi L.